



**Deloitte.**

**assystem**

**Rapport des commissaires aux comptes  
au Comité d'audit du groupe Assystem**

**Exercice clos le 31 décembre 2020**

# Rapport au Comité d'audit d'Assystem S.A. (Projet)

## Au Comité d'audit d'Assystem S.A.

En application de l'article L.823-16 du code commerce, nous vous présentons notre rapport relatif à notre mission sur les comptes de la société Assystem S.A. pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Les principaux sujets que nous souhaitons porter à votre attention sont présentés :

- En pages 11 à 18 : présentation des points clés de l'audit (Key Audit Matters) ;
- En pages 19 à 29 : présentation des points d'attention importants.

Il appartient à la direction d'établir les comptes annuels et les comptes consolidés. Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Dans le cadre de notre mission de commissaire aux comptes, il nous appartient d'exprimer une opinion sur les comptes ainsi établis, après avoir mis en œuvre un audit de ces comptes. Notre audit des comptes annuels et des comptes consolidés n'exonère toutefois ni la direction ni le comité d'audit de leurs responsabilités.

Ce rapport, qui a notamment vocation à porter à votre connaissance les éléments nous paraissant importants pour l'exercice des fonctions du comité d'audit, n'est pas un rapport exprimant une opinion sur des éléments spécifiques des comptes annuels ou consolidés.

Ce rapport a été établi sur la base des éléments disponibles pour l'arrêté des comptes, dans un contexte complexe et évolutif de crise mondiale liée à la pandémie de la Covid-19 qui crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice.

Le contenu de ce rapport est destiné au seul Comité d'audit et ne peut être transmis à des tiers autres que les autorités compétentes visées à l'article R.823-21-1 du code de commerce (H3C et, le cas échéant, AMF et ACPR), utilisé ou cité à d'autres fins.

Paris La Défense, le 6 avril 2021

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.



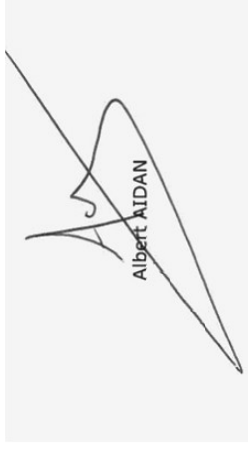
Eric ROPERT  
Associé



Laurent GENIN  
Associé

Paris La Défense, le 6 avril 2021

Deloitte & Associés



# Rôles respectifs

Avec la réforme de l'audit, le rôle du Comité d'audit et des comptes a sensiblement évolué. Parallèlement, il appartient désormais aux Commissaires aux comptes d'établir à son attention un rapport exposant les résultats de leurs travaux et couvrant les sujets prévus par l'article 11 du règlement EIP.

## Rôle de la Direction

- Application des principes et méthodes comptables
- Conception, mise en œuvre et supervision des contrôles destinés à prévenir et à détecter les erreurs et les fraudes et mise en place de mesures de sauvegarde des actifs
- Préparation des comptes annuels et consolidés établis de manière régulière et sincère pour donner une image fidèle de la situation financière et du résultat de la société et du Groupe

## Rôle du Comité d'audit et des comptes

- Suivre le processus d'élaboration de l'information financière
- Suivre l'efficacité du contrôle interne et de la gestion des risques relatifs à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière
- Suivre la réalisation de la mission des CAC
- S'assurer du respect de l'indépendance des CAC

## Rôle des CAC et interaction avec le Comité d'audit et des comptes

- Communiquer sur l'approche et l'organisation de l'audit
- Faire part des éléments significatifs identifiés au cours de l'audit, importants pour le suivi du processus d'élaboration de l'information financière
- Faire part des autres points importants pour le Comité d'audit et des comptes dans le cadre de ses fonctions

# Sommaire

## Rapport des commissaires aux comptes au Comité d'audit



### RAPPORT

Evolution des stratégies et opérationnelles ayant une incidence sur les comptes ou notre audit	5
Evolution des réglementaires ayant un impact sur les comptes ou notre audit	6
Approche d'audit	7
Points clés de l'audit	11
Autres points d'attention	18
Synthèse des anomalies non corrigées (comptes annuels/comptes consolidés)	30
Points en suspens – Déclaration de la Direction	31
Nos projets de rapport	33
Méthodes d'évaluation	39
Déclaration de la direction	40
Continuité d'exploitation	41
Contrôle interne	42
Fraude	43



### ANNEXES

Calendrier d'intervention	46
Communication des CAC avec le Comité d'audit	47
Communication des CAC avec le Conseil d'administration	48
Comptes consolidés - Etendue des travaux	49
Répartition des travaux entre les commissaires aux comptes	51
Périmètre de consolidation et critères d'exclusion	52
Seuils de signification	53
Identification des associés d'audit principaux	55
Recours à des cabinets d'audit hors réseau ou à des experts externes pour les besoins de l'audit	56
Déclaration d'indépendance des commissaires aux comptes	57
Services fiscaux et d'évaluation fournis par le réseau des Commissaires aux comptes	59
Dispositions législatives, réglementaires ou statutaires	60
Aspects normatifs	61
Table de correspondance	63

# Evolution strategies and operational having an impact on our audit

Evolution strategies and operational		Incidence on our audit
✓ Impact of the Covid-19 crisis on the level of activity and the results of the Group for the exercise, in the report for 2019 and 2020 budgetary forecasts	✓ Impact of the Covid-19 crisis on the level of activity and the results of the Group for the exercise, in the report for 2019 and 2020 budgetary forecasts	✓ La comptabilisation, l'évaluation et la présentation des goodwill ont fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre de notre audit avec la revue des Business plans par UGT rentrant dans la construction des tests de perte de valeur.
		✓ Nous vérifions la correcte comptabilisation du chiffre d'affaires, et en particulier celui relatif aux contrats de prestations au forfait.
✓ Contribution strongly negative of the Expleo sub-group to the net consolidated result of the Group due to the impact of the Covid-19 crisis and the cost of restructuring measures	✓ Contribution strongly negative of the Expleo sub-group to the net consolidated result of the Group due to the impact of the Covid-19 crisis and the cost of restructuring measures	✓ La revue de la valorisation des titres de participation en lien avec l'évolution de la situation du sous-groupe Expleo a fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre de notre audit. A ce titre, elle a constitué un point d'attention important dans le cadre de notre audit.
✓ Deployment of the new ERP Hive within the main entities of the Group for the exercise	✓ Déploiement du nouvel ERP Hive au sein des principales entités du Groupe sur l'exercice	✓ Le déploiement du projet Hive constitue une évolution significative de l'environnement informatique du Groupe dédié à la production de l'information financière et induit des risques particuliers en matière de contrôle interne et de migration de données.
		✓ Avec le concours de nos experts en systèmes d'information, nous porterons une attention particulière à la façon dont ces risques ont été appréhendés et gérés, notamment en évaluant la conception et la mise en œuvre des contrôles intégrés dans Hive.

# Evolution réglementaires ayant un impact sur les comptes ou notre audit

Evolution réglementaires	Incidence sur notre audit
<ul style="list-style-type: none"><li>• Directive Européenne Transparence - obligation pour les émetteurs de publier leurs rapports financiers annuels (RFA) selon un format électronique unique : option de report aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021, telle que prévue par le III de l'article 222-3 du règlement général de l'AMF</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Compréhension du processus de production du RFA et des comptes consolidés IFRS au format XBRL ainsi que des contrôles mis en place et revue du mapping</li><li>✓ Assystem a décidé de bénéficier de l'option de report offerte par les dernières décisions prises au niveau réglementaire</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Points d'attention sur les URD 2020 et conséquences attendues en lien avec les sujets suivants:<ul style="list-style-type: none"><li>• Les risques significatifs, spécifiques, corroborés et les plus importants</li><li>• Enjeux de précisions des terminologies retenues lorsque les émetteurs décrivent dans l'URD leurs objectifs financiers (voire non financiers), sans obligation de fournir des objectifs chiffrés et communiquent sur des perspectives (guidances) chiffrées</li><li>• Place croissante des enjeux extra-financiers</li></ul></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Revue de l'information communiquée dans le Document d'Enregistrement Universel (URD) du groupe Assystem et rédaction de la lettre de fin de travaux</li><li>✓ Revue du rapport sur le gouvernement d'entreprise</li><li>✓ Rapport spécial (qui ne contient plus les engagements réglementés)</li></ul>

# Approche d'audit

## Détermination des comptes significatifs (art. 11.2g)

Comptes significatifs	Solde au 31 décembre 2020	Tests de procédures	Contrôles de substance (sur les comptes eux-mêmes)	Points clés de l'audit	Voir Page
<u>Comptes consolidés</u>					
Test de valeur des UGT	82,0 m€	✓	✓	➔	p. 11
	12% total bilan				
Chiffre d'affaires	471,7 m€	✓	✓	➔	p. 13
<u>Comptes sociaux</u>					
Titres de participation	393,7 m€	✓	✓		p. 17
	66% total bilan				

# Approche d'audit

## Détermination des KAM – Comptes consolidés

Thèmes	Enjeux	Pourquoi ?
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <b>Test de valeur des UGT</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ S'assurer que la valeur comptable des éléments constituant l'UGT testée n'est pas supérieure à leur valeur recouvrable.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Caractère significatif</li> <li>✓ Estimations / hypothèses requérant une part importante de jugement de la Direction</li> <li>✓ Dépendance aux facteurs externes &amp; internes liés à l'environnement économique et financier dans lequel le Groupe exerce ses activités</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <b>Reconnaissance du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de prestations au forfait</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Dans le cadre de projets au forfait, s'assurer du correct rattachement du chiffre d'affaires à la période et de la correcte détermination des coûts à terminaison, et de la correcte évaluation du chiffre d'affaires correspondant et de la perte à terminaison, le cas échéant.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Caractère significatif</li> <li>✓ Diversité des contrats</li> <li>✓ Dépend de la capacité de la Direction à réaliser des estimations fiables du résultat à terminaison</li> </ul>



# Approche d'audit

## Détermination des KAM – Comptes sociaux

Thèmes	Enjeux	Pourquoi ?
✓ <b><i>Evaluation des titres de participation</i></b>	✓ S'assurer que la valeur comptable des titres de participation n'est pas supérieure à leur valeur d'utilité.	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Caractère significatif</li><li>✓ Estimations / hypothèses requérant une part importante de jugement de la Direction</li><li>✓ Dépendance aux facteurs externes &amp; internes liés à l'environnement économique et financier dans lequel la participation opère</li></ul>

# Sujets d'attention

---

## Points clés de l'audit

- |   |  |       |
|---|--|-------|
| ➊ | Revue des tests d'impairment des UGT   | p. 11 |
| ➋ | Reconnaissance du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de prestations au forfait | p. 13 |
| ➌ | Evaluation des titres de participation   | p. 17 |

## Autres points d'attention

- |   |   |       |
|---|---|-------|
| ➊ | Revue de la comptabilisation et suivi des acquisitions  | p. 18 |
| ➋ | Revue des principaux actifs financiers                  | p. 21 |
| ➌ | Application de la norme IFRS 16                         | p. 22 |
| ➍ | Déploiement du projet Hive                              | p. 24 |
| ➎ | Suivi des points fiscaux                                | p. 25 |
| ➏ | Produits et charges opérationnels non liés à l'activité | p. 26 |
| ➐ | Autres points   | p. 27 |

# Points clés de l'audit

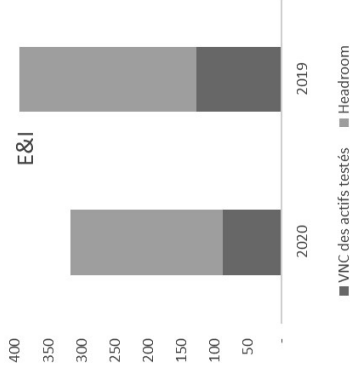
## Test de valeur des UGT

Libellés	Observations					Conclusions			
UGT IAS36 IFRS en M€	31.Déc. 2019 Val. Nette	Ecart de conv.	Var.de périmètre	Depreciation 20	31 decembre 2020 Val. Nette	Marge 20éà (DCF - Actif net)	Valeur DCF	Valeur comptable des actifs	Taux de WACC
E&I	84,6	-5,3	2,7		82,0	228,4	316,7	88,3	9,0%
Total	84,6	-5,3	2,7		82,0	228,4			

- **Acquisition de la société CRA par AEOS ayant généré un goodwill de 2,5 M€, entièrement alloué à l'activité E&I.**
- WACC correspondant à des WACC composites estimés à partir des WACC Pays :
  - WACC E&I (9%) calculé principalement à partir du WACC France – compte tenu du poids de cette zone sur cette UGT (plus de 70% du ROPA).
  - ⇒ WACC utilisés en ligne avec les WACC recommandés par nos spécialistes. Ils incluent une prime de taille de 2,2% en ligne avec les recommandations de Duff & Phelps 2020.
  - ⇒ A titre d'information, le consensus des notes d'analystes récentes disponibles au 31 décembre 2020 pour les sociétés comparables fait ressortir une moyenne, hors prime de risque spécifique, de 9% et un PGR moyen de 2,1%.
- Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés :
  - de la cohérence entre le périmètre des actifs testés et les flux de trésorerie utilisés pour effectuer les tests ;
  - que les hypothèses utilisées pour le budget 2021 était le reflet des prévisions opérationnelles du management communiquées au Comité d'audit le 3 février 2021, ainsi que de la cohérence des hypothèses utilisées pour le business plan 2021-2023
  - de la cohérence des taux d'actualisation retenus par UGT par rapport aux données du secteur et à la pratique des acteurs du marché (taux en ligne avec les fourchettes déterminées par nos spécialistes) ;
  - de la sensibilité des résultats au regard des principales hypothèses retenues.

# Points clés de l'audit

## Test de valeur des UGT (suite)

Libellés	Observations	Conclusions							
<b>Revue des tests d'impairment - Résultats</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les résultats des test d'impairment réalisés pour les besoins de la clôture au 31 décembre 2020 se présentent comme suit :</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les hypothèses utilisées pour la détermination des cash flow futurs sont cohérentes avec les tendances observées sur l'exercice et le budget approuvé pour 2021.</li> <li>Nous n'identifions pas de risque significatif dans le cadre de la clôture 2020.</li> </ul>							
	 <table border="1"> <caption>E&amp;I (Goodwill) - 2020 vs 2019</caption> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>VNC des actifs testés</th> <th>Headroom</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2020</td> <td>~100</td> <td>~200</td> </tr> <tr> <td>2019</td> <td>~100</td> <td>~250</td> </tr> </tbody> </table>		Année	VNC des actifs testés	Headroom	2020	~100	~200	2019
Année	VNC des actifs testés	Headroom							
2020	~100	~200							
2019	~100	~250							
	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>UGT Staffing</b> : Le goodwill ayant été déprécié en intégralité au 31 décembre 2019, il ne reste plus dans cette UGT que le BFR.</li> <li><b>UGT E&amp;I</b> : Les valorisations pour l'UGT E&amp;I présente une marge confortable de 228 M€ en baisse de 37 M€ par rapport à l'année dernière, principalement liée à l'évolution du BFR et des projections de ROPA intégrées au niveau de la valeur terminale.</li> </ul>								

# Points clés de l'audit

Reconnaissance du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de prestations au forfait

Libellés	Observations	Conclusions
Reconnaissance du chiffre d'affaires	<ul style="list-style-type: none"><li>Nous avons effectué les travaux suivants :<ul style="list-style-type: none"><li>Analyse des informations reportées dans le nouveau fichier des affaires extrait sous Hive (BR) et revue du déversement des données historiques issues de Beez (PC 121)</li><li>Revue des projets les plus significatifs en termes de chiffre d'affaires, de marges et/ou de risques sur la base :<ul style="list-style-type: none"><li>des fichiers de suivi d'affaires</li><li>des « business reviews »</li></ul></li><li>Sélections et analyses effectuées sur une base au 31 décembre 2020 ;</li><li>Suivi de l'évolution de certaines affaires identifiées lors de nos précédentes interventions ;</li><li>Entretiens avec les contrôleurs de gestion des principales entités et BU composant le Groupe.</li></ul></li><li>Dans le cadre des entretiens avec les contrôleurs de gestion, nous avons porté une attention particulière aux conséquences réelles ou potentielles de la crise Covid-19 sur le portefeuille d'affaires en cours au 31 décembre 2020 (diminution des contreparties variables attendues y compris risque de crédit du client, retard ou différé dans l'exécution des affaires, réduction des marges estimées sur affaires, ...).</li><li>Nous avons détaillé certains projets dans la suite du document sur lesquels une attention particulière a été portée sur l'exercice 2020.</li><li>Nous n'avons pas mis en évidence de projets pour lesquels des provisions pour pertes à terminalison significatives auraient dû être comptabilisées.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li><b>Au 31 décembre 2020, nous n'avons pas identifié d'éléments significatifs susceptibles de remettre en cause les principes de reconnaissance de chiffre d'affaires et de marges associées appliqués dans le cadre de la clôture.</b></li></ul>

# Points clés de l'audit

Reconnaissance du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de prestations au forfait (suite)

Libellés

Observations

Conclusions

AEOS

Affaire Renovelec ESID BREST

Affaire N1

• Renovelec est un projet de rénovation de la distribution électrique de la Base Navale de Brest. Ce programme d'importance doit permettre à la base navale de disposer d'installations modernisées, fiabilisées et adaptées aux nouveaux besoins de la Marine avec un très haut niveau d'exigence en matière de sécurité.

• Il s'agit d'un projet au forfait dont la durée totale s'étend sur 9 ans.

• Une ligne d'affaire a été créée pour la phase 1 du projet représentant un CA HT à terminaison de 3 897 K€

N°Projet	Description	CA à terminaison	Coût à terminaison	CA Exercice 2020	PCA Cumul	% Avancement
R00082842	Renovelec - AVP	3 896 634	2 958 628	1 829 520	-785 719	46%

**Impact lié à la Covid-19 sur l'affaire:**

• Arrêt temporaire de l'affaire durant la première période de confinement ayant entraîné un report des prestations réalisées et un décalage de 2 mois représentant 300 K€ de CA sur cet exercice.

• PCA de 786 K€ reflétant l'échéancier de facturation, en avance de 5 mois par rapport à la réalité des coûts engagés.

**Points à suivre:**

• Négociation initiée avec le client visant à une prise en charge par ce dernier d'une partie des coûts fixes liés au projet et engagés pendant la période de confinement (240 K€). Aucune traduction comptable en lien avec cette négociation à fin décembre 2020.

• Suivi de la négociation en cours lors de nos prochaines interventions.

AEOS

Affaire AMO APM CDG ADP

Affaire N1

• Ce projet consistait en une mission de pilotage relative à la mise en place du nouveau système de transport APM (navette automatique sur rail) sur la plateforme Roissy Charles de Gaulle devant s'achever fin 2022.

• Les missions d'Assystem comprenaient le suivi des travaux et la mise en service du système dans le cadre d'une AMO de pilotage générale.

N°Projet	Description	CA à terminaison définitif	CA à terminaison initial	Ecart (€)	Taux de marge
R00083003	ADP - AMO APM CDG	498 902	1 696 032	-1 197 130	37%

**Impact lié à la Covid-19 sur l'affaire:**

• Arrêt définitif du projet se traduisant par une manque à gagner de 1 M€ de CA sur l'exercice 2020. Pas de réclamation en cours.

• Affaire clôturée suite aux mesures prises pour lutter contre la Covid-19

# Points clés de l'audit

Reconnaissance du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de prestations au forfait (suite)

Libellés	Observations	Conclusions
ASSYSTEM ABU DHABI - ENEC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Suite à l'audit par ENEC des grilles tarifaires appliquées entre 2016 et 2019, Assystem AEIL Abu Dhabi a reconnu les impact suivants dans ses comptes : <ul style="list-style-type: none"> <li>En 2019 : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 4,7 MAED au titres des corrections de grilles de 2016-2018</li> <li>- 2,7 MAED de provision sur l'année 2019 au titre de la correction des taux 2019 facturés</li> <li>+ 2,5 MAED équivalent à un produit à recevoir au titre de la négociation en cours sur les <u>grilles tarifaires reconnus par Assystem</u></li> <li>- 4,9 MAED reconnu en 2019 (-1 M€)</li> </ul> </li> <li>En 2020 : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2,5 MAED de reprise de provision sur l'avoir à recevoir suite au déboucllement du litige</li> <li>- 2,3 MAED corrigé en 2020 (0,5 M€)</li> <li>- 4,8 MAED reconnu en 2020 (-1 M€)</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>Impact total de la réclamation ENEC sur la période 2016-2019 : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 9,7 MAED (-2 M€)</li> </ul> </li> <li>Les conclusions de l'audit ENEC s'élève à 9,7 MAED sur la période 2016-2019 diminué d'une réclamation Assystem sur une négociation qui porterait sur une acceptation des 0,3 MAED</li> <li>Les avoirs ne sont pas encore émis dans l'attente de la négociation en cours sur les excess hours pour 0,3 MAED (&lt;60 k€) enregistrés dans les comptes d'Assystem.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nous avons collecté auprès de l'auditeur de la filiale et auprès de la direction financière du pôle MPH les éléments probants concernant le caractère suffisant des provisions pour avoir à émettre constituées au 31 décembre 2020 au regard des demandes formulées par ENEC</li> </ul>

# Points clés de l'audit

Reconnaissance du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de prestations au forfait (suite)

Libellés	Observations	Conclusions
Insiema - Négociations client et aléas sur activités	<p><b>Suivi des négociations initiées au cours des exercices antérieurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Toutes les négociations en cours avec Enedis à la clôture 2019 ont abouti en 2020 à des accords avec les clients.</li> </ul> <p><b>Suivi des négociations engagées dans le cadre du Covid-19</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Suite à l'arrêt d'activité imposé par ses clients, Insiema a engagé des négociations en vue de faire supporter à ses principaux clients une partie de ses coûts fixes supportés durant la période d'arrêt.                             <ul style="list-style-type: none"> <li>Activité LINKY: un accord transactionnel à hauteur de 125 K€ a été obtenu au cours de l'année.</li> <li>Activité Relève Elec: un accord a été conclu sur le 2<sup>ème</sup> semestre, facturation de 288 K€ d'indemnités.</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Négociations en cours à fin 2020</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Au 31 décembre 2020, la société dispose de près de 4,6 M€ de factures à établir (FAE) avec le client GRDF, ce qui représente la totalité du chiffre d'affaires réalisé sur l'exercice avec ce dernier. Ces FAE résultent d'une décision du management d'Insiema d'acter le désaccord existant et de ne pas facturer ce client avec l'objectif de peser dans les négociations en cours.</li> <li>L'intégralité des FAE comptabilisées à fin décembre 2020 correspond à des prestations effectuées au cours de l'exercice et valorisées sur la base des dispositions contractuelles agréées avec les clients. En effet, la société n'a pas reconnu de FAE significative relative à des claims client en cours.</li> </ul>	<p>L'ensemble des négociations a donné lieu à des accords. Point clôturé.</p> <p>Au regard de la méthode éprouvée d'Insiema pour estimer le nombre de compteurs relevés, des dispositions en contractuelles en vigueur, des bordereaux de validation du CA par le client, nous considérons le niveau de FAE reconnu à fin 2020 comme justifié.</p> <p>Suivi de l'évolution du portefeuille de contrats sur 2021 et des mesures d'adaptation de l'effectif qui pourrait en découler.</p>



# Points clés de l'audit

## Evaluation des titres de participation

Libellés

Observations

Conclusions

Titres de participation au 31 décembre 2020

Variation des titres sur l'exercice :

en M€	31.12.2019	Rachat de minoritaires (A)	Autres acquisitions (B)	Autres mouvements (C)	Cession périmètre (D)	Nouvelles dépréciations (E)	Reprises de dépréciation (F)	31.12.2020
Valeur brute	424,3	5,7	20,7	22,1	0			472,8
Dépréciation	-23,1					-61,1	5,2	-79,1
Valeur nette	401,2	5,7	20,7	22,1	0,0	-61,1	5,2	393,7

(A)

Acquisitions de titres ENVY auprès des minoritaires pour un total de 5,7 M€ en mai 2020. Assystem SA détient désormais la totalité des titres de cette entité.

(B)

Acquisitions internes au groupe (auprès d'Assystem Care Holding) des sociétés Assystem Care France pour 14,4 M€ et Assystem Care Switzerland pour 6,3 M€ en décembre 2020.

(C)

Distribution en nature composée de 22,6 M€ de titres Batir Conseils d'AEOS vers Assystem SA. Les autres mouvements sont individuellement non significatifs.

(D)

La seule sortie de périmètre concerne Eurosyn dont la valeur nette comptable des titres détenus s'élevait à 1€.

(E)

Les nouvelles dépréciations de l'exercice concernent principalement EXPLEO pour 49,5 M€ reflétant la forte diminution de la quote-part de situation nette sur l'exercice (cf slide 19). Les titres Assystem Care Holding ont également été dépréciés pour 11,6 M€ du fait notamment de perspectives revues à la baisse sur ce pôle.

(F)

Une reprise de dépréciation de 5,2 M€ sur les titres MPH Global Services principalement liée à une augmentation de la trésorerie du pôle Staffing.

En fonction de l'activité exercée par la participation (société opérationnelle ou holding) et pour l'estimation de sa valeur d'utilité, Assystem SA retient principalement l'une des méthodes d'évaluation suivantes : une approche patrimoniale (fondée sur la quote-part de capitaux propres détenus) ou une approche économique (fondée sur les flux de trésorerie prévisionnels ou sur la méthode des multiples).

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, les analyses que nous avons conduites (détaillées en slide 38) nous permettent de valider le caractère raisonnable des valeurs d'inventaire estimées des titres de participation détenus par Assystem SA à la clôture de l'exercice.

# Autres points d'attention

## Revue de la comptabilisation et suivi des acquisitions

Libellés	Observations	Conclusions
Corporate Risk Associated (CRA)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Acquisition par AEOS de l'intégralité des titres de la société CRA le 29 mai 2020 pour 2,6 M€ (soit 2,8 M€), opération générant un goodwill provisoire de 2,5 M€ au 31 décembre 2020. Le délai d'allocation finale pour le PPA est de 12 mois suivant la date d'acquisition.</li> </ul>	
Assystem Envy	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le 26 mai 2020, Assystem SA a racheté la participation de 49% non encore détenue dans la société pour un montant de 6,5 M\$ (soit 5,7 M€). Au 31 décembre 2019, la dette correspondante était valorisée à hauteur de 4,4 M€ sachant qu'il y avait une dette sur dividende ramenée sur l'exercice à 0,5 m€, ce qui génère une perte de 0,8 M€ enregistrée en compte de résultat en 2020.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le traitement comptable adopté pour ces diverses opérations de périmètre n'appelle pas de commentaires de la part du Collège au 31 décembre 2020.</li> </ul>
Eurosyn	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cession des 50,04% détenus par Assystem S.A. (1 251 actions) en date du 1<sup>er</sup> juillet 2020 pour un montant de 2,5 M€, la situation nette consolidée au 30 juin 2020 d'Eurosyn s'élevant à 0,5 M€ (après dividende de 1,1 M€ comptabilisé au 30 juin 2020).</li> <li>Plus-value nette de 2 M€ constatée sur la cession de ces titres présentée au sein des produits et charges opérationnels non liés à l'activité.</li> </ul>	
ASCO	<ul style="list-style-type: none"> <li>Acquisition par Assystem S.A. de 100% des titres de la société ASCO le 8 juillet 2019. Le prix de la transaction s'est élevé à 7 M€.</li> <li>La société a été consolidée à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019 et a généré, compte tenu des retraitements opérés sur la situation nette de la société acquise (-0,4 M€), un goodwill de 7,4 M€.</li> <li>Une provision complémentaire de 210 K€ a été comptabilisée contre le goodwill d'acquisition sur l'exercice, correspondant au coût de départ de deux personnes dont le management de BU concerné a souhaité se séparer. Ces faits n'ayant aucun lien avec une situation qui préexistait à la date d'acquisition de la société, les coûts en question auraient dû être reconnus dans le compte de résultat consolidé de la période.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sur la base de ce constat, nous avons conclu que le résultat net consolidé de l'exercice aurait dû être négativement impacté à hauteur de 0,2 M€ - ajustement présenté en tableau des ajustements non comptabilisés (cf slide 30).</li> </ul>

# Autres points d'attention

## Revue des principaux actifs financiers

Libellés	Observations	Conclusions
Expleo Group	<ul style="list-style-type: none"> <li>Investissement à hauteur de 92,1 M€ dont 30,4 M€ acquis en 2018, en actions ordinaires dans le capital d'Expleo Group (activités du pôle GPS).</li> <li>Influence notable de la part d'Assystem dans le Groupe qui justifie la comptabilisation des titres d'Expleo Group en « titre mis en équivalence » pour un total de 43 M€ (91,2 M€ à fin 2019) incluant une quote-part de résultat pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 de (45,2) M€.</li> <li>Investissement également de la part d'Assystem à hauteur de 121,4 M€ (incluant les intérêts capitalisés) en obligations convertibles.</li> <li>Obligation d'une valeur nominale de 1.000 € convertible en actions nouvelles ordinaires à tout moment jusqu'en 2028 selon une parité de 50 obligations pour 1 action. Les intérêts sont calculés au taux fixe de 9% par an, capitalisés annuellement le 29 septembre pour partie et le 31 janvier pour l'autre.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Le traitement comptable adopté au 31 décembre 2020 n'appelle pas de commentaires de la part du Collège.</b></li> </ul>
	<p>⇒ Compte tenu de ces caractéristiques, l'instrument a été considéré comme un « instrument financier valorisé à la juste valeur par le résultat », et comptabilisé chez Assystem en « Actif financier » évalué à la juste valeur selon IFRS 9.</p>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le résultat consolidé d'Expleo Group, à savoir une perte de 118,6 M€ (dont 38,16% en quote-part Assystem), tient compte d'éléments non récurrents pour -77,3 M€. Afin de sauvegarder la compétitivité du groupe, une réduction importante des effectifs a été initiée via la mise en œuvre d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE). Au 31 décembre 2020, les suppressions de postes s'élevaient à 845 en France. Le montant provisionné pour couvrir ces dépenses est de 67 M€.</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le management a obtenu un report de paiement d'échéances de dettes sociales et fiscales ainsi que de dettes fournisseurs pour un montant total au 31 décembre 2020 de 79 M€ et a eu recours à un PGE (prêt garanti par l'Etat) d'un montant de 30 M€.</li> </ul>	
	<p><u>Incidence sur la valorisation des titres de participation Expleo dans les comptes sociaux d'Assystem S.A. :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Au 31 décembre 2020, la valeur des titres de participation Expleo a été alignée sur la quote-part de situation nette consolidée à date (soit 43 M€). Cela a conduit à reconnaître une dépréciation de titres à hauteur de 49,5 M€.</li> </ul>	

# Autres points d'attention

## Revue des principaux actifs financiers

Libellés	Observations	Conclusions
Framatome	<p><b>Evénements intervenus sur l'exercice</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dividende de 62,8 M€ distribué sur le résultat de l'exercice 2019 (132,1 M€) décidé par décision des associés de la société Framatome en date du 13 mars 2020 et mis en paiement en septembre 2020. La part revenant à Assystem s'élevait à 3,1 M€ et a été comptabilisée en produit financier.</li> <li>A noter que D. Louis dispose d'un poste d'observateur au sein du conseil d'administration de la société Framatome.</li> </ul> <p><b>Activités et résultat de l'exercice (résultats publiés le 22 février 2021)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Chiffre d'affaires consolidé 2020 : 3,3 M€ (vs 3,4 M€ en 2019), EBITDA consolidé 2020 : 561 M€ (vs 523 M€ en 2019). Cash flow généré par les opérations stable à près de 300 M€.</li> <li>Compte tenu des éléments à sa disposition, la direction financière d'Assystem considère que le prix payé pour les titres constitue une estimation raisonnable de la juste valeur de cette participation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le traitement comptable de ces opérations n'appelle pas de commentaires de la part du Collège. Cf conclusion en slide 21 concernant le traitement comptable de la participation détenue dans Framatome.</li> </ul>

# Autres points d'attention

## Revue des principaux actifs financiers

Libellés	Démarche suivie / travaux réalisés	Commentaires
<p><b>Application de la norme IFRS 9</b></p>	<p><b><u>Titres de participation dans Framatome (136,7 M€)</u></b></p> <p>Prise de participation (5%) opérée fin décembre 2017 dans une société non cotée, non réalisée à des fins de transaction. Au 31 décembre 2020, ces titres sont présentés dans la rubrique « Autres actifs financiers » du bilan consolidé d'Assystem. S'agissant d'un instrument de capitaux propres (et non de dette), un classement au coût amorti n'est pas possible.</p> <p>Lors de la prise de participation, le management a retenu la méthode de comptabilisation à la juste valeur par résultat préconisée par la norme IFRS 9. Compte tenu des éléments d'information à sa disposition, ce dernier a considéré que le prix payé pour les titres à l'origine et revalorisé des compléments de prix versés ultérieurement (12,5 M€), constituait une appréciation raisonnable de la juste valeur de la participation à la clôture de l'exercice.</p> <p><b><u>Obligations convertibles Expleo (121,4 M€, intérêts capitalisés compris)</u></b></p> <p>Obligations convertibles (OC) souscrites par Assystem SA, pour partie, en septembre 2017 (62,1 M€) et en janvier 2018 (30,3 M€) afin de maintenir, via ces instruments de fonds propres et de quasi-fonds propres, un intérêt de l'ordre de 38% dans le groupe Expleo opérant l'ex-division GPS d'Assystem.</p> <p>Au 31 décembre 2020, ces obligations sont présentées sur une ligne spécifique au sein de la rubrique « Titres et obligations convertibles Expleo Group » du bilan consolidé d'Assystem, pour une valeur réhaussée des intérêts capitalisés et courus sur l'exercice.</p> <p>Ces OC, d'une durée de 10 ans, génèrent en effet des intérêts financiers à un taux annuel de 9%, eux-mêmes capitalisés annuellement, et sont convertibles (1 action EXPLEO pour 50 OC). Selon IFRS 9, et du fait de l'existence d'une possibilité de conversion, ces OC constituent un instrument de dette dont les termes contractuels donnent exclusivement lieu au paiement des intérêts et au remboursement du principal (test SPPI prévu par la norme). En conséquence, ces obligations sont comptabilisées en juste valeur par résultat.</p> <p>De manière constante, le management considère que la valeur nominale de ces OC augmentée des intérêts courus jusqu'au 31 décembre 2020 reflète leur juste valeur à cette date.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La valorisation définitive de cette participation sera déterminée au plus tard lors de l'évaluation définitive de certains éléments de garantie de passif accordées par Areva NP lors de la cession de Framatome.</li> <li><b>Le traitement comptable adopté au 31 décembre 2020 n'appelle pas de commentaires de la part du Collège.</b></li> <li><b>Le cabinet Exelmans</b>, auquel une mission d'évaluation de la juste valeur de ces OC a été confiée par le management, <b>a conclu</b> dans son rapport en date du 27 janvier 2021, que <b>la juste valeur des OC correspondait à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus au 30 juin 2020</b>. Au regard de l'évolution sur le second semestre des éléments d'appréciation pris en compte par l'évaluateur, cette conclusion a été considérée comme transposable au 31 décembre 2020.</li> <li><b>Le traitement comptable adopté au 31 décembre 2020 n'appelle pas de commentaires de la part du Collège.</b></li> </ul>



# Autres points d'attention

## Application de la norme IFRS 16 (suite)

Libellés

Observations

Conclusions

IFRS 16

• Evolution du passif de location

Description	Dettes nettes		-	Remboursement		Intérêt	Valeur nette	
	Clôture dec 19	+		Clôture dec 20	Rembst Dec 20		Ouverture 31/12/2019	Clôture 31/12/2020
Lease assets - Offices	31 372	9 211	340	40 242	(6 852)	1 090	31 372	34 481
Lease assets - Cars	3 420	4 450		7 870	(3 733)	53	3 420	4 191
	<b>34 792</b>	<b>13 661</b>		<b>48 113</b>	<b>-10 585</b>	<b>1 144</b>	<b>34 792</b>	<b>38 672</b>

• La principale évolution de la période correspond aux baux de Lyon pour 5,5 M€ ainsi que le renouvellement du parc automobile pour 3,1 M€.

Constat

• La méthode de calcul retenue sur le taux d'actualisation, basée sur la durée moyenne pondérée des baux, n'est pas la méthode préconisée par IFRS 16. Cependant, le calcul au 31 décembre 2020 d'un taux d'actualisation par bien ne conduirait pas à une différence significative compte tenu notamment de l'importance relative des principaux baux immobiliers.

• La construction et la revue du modèle de suivi et de valorisation des impacts IFRS s'avère très consommatrice de temps

Sur la base des travaux menés, nous n'avons pas d'observation sur la comptabilisation des impacts induits par la norme IFRS 16 au 31 décembre 2020 :

- Comptabilisation d'un droit d'utilisation de 37,6 M€ et d'un passif de location de 38,7 M€

- Impact sur l'EBITDA de +10,1 M€

- Impact sur le résultat financier de (-1,1) M€

- Impact sur le résultat net de (0,6) M€

# Autres points d'attention

## Déploiement du projet HIVE

Libellés	Observations
HIVE	<b>Déploiement de l'outil et ses incidences comptables</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Le projet Hive a été déployé lors du premier trimestre 2020 sur un premier périmètre comportant notamment les entités Assystem SA, AEOS, Insiema et Assystem Care France (périmètre élargi début 2021). Le montant des dépenses capitalisées au titre de ce projet se sont élevées à 11,5 M€.</li><li>Le management a décidé d'amortir l'ensemble de ces coûts portés à l'actif du bilan d'AEOS sur une durée de 12 ans, justifiant cette durée d'amortissement par rapport à son retour d'expérience sur Beez et à l'importance et au caractère structurant de cette migration informatique. Tous les développements futurs relatifs au projet Hive auront pour date butoir d'amortissement le 31 décembre 2031. L'amortissement de ces coûts a débuté au 1er mars 2020 et s'élève à près de 0,6 M€ sur l'exercice. Ces amortissements, considérés en gestion comme des coûts de fonctions support partagées, font l'objet d'une refacturation par AEOS aux entités utilisatrices du nouvel ERP au prorata de leur chiffre d'affaires respectif (en sus de la refacturation de certains fais d'intégration).</li></ul>
	<b>Conclusions de la revue menée par nos spécialistes IT</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Les procédures d'audit menées ont porté sur 3 volets: la migration des données, l'environnement général informatique et les contrôles applicatifs intégrés dans l'outil. Cette intervention nous a amené à échanger régulièrement et de façon approfondie avec les personnes en charge de la fonction IT et de l'équipe du projet de migration. Nos conclusions leur ont été présentées le 10 février 2021.</li><li>En synthèse et à l'issue de ces travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie majeure pouvant conduire à un impact significatif sur les comptes annuels 2020. Néanmoins, plusieurs constats ont été soulevés auxquels il conviendra de remédier afin de pouvoir envisager une approche d'audit s'appuyant pleinement sur les contrôles automatisés disponibles dans l'ERP. Principaux constats relevés et partagés avec nos interlocuteurs au sein de l'équipe Projet et de la fonction IT:<ul style="list-style-type: none"><li>Absence de la certification « SOC 1 report type 2 » fournie par l'éditeur IFS visant à attester des processus relatifs aux couches basses de l'outil (sécurité des accès, gestion des changements et des anomalies, sauvegarde, etc...)</li><li>Absence de revue périodique des droits d'accès</li><li>Absence de revue des comptes génériques et des comptes administrateurs dans Hive.</li></ul></li><li>Les plans d'actions mis en place pour 2021 par la DSI et l'équipe Projet devraient permettre d'adresser ces déficiences d'ici à la prochaine clôture annuelle.</li></ul>



# Autres points d'attention

## Suivi des points fiscaux

Libellés	Observations	Conclusions
Contrôle fiscal AFR / AEOS	<p><b>Rappel du contexte</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Redressements fiscaux notifiés le 9 décembre 2014 au titre des exercices 2010, 2011 et 2012 : AEOS pour 0,1 M€ et AFR pour 13,9 M€. Avis de mise en recouvrement reçus pour AFR le 16 novembre 2017 et pour AEOS le 13 octobre 2017.</li> <li>Au 31 décembre 2017, suite à la réception des AMR, le Groupe a décidé de provisionner l'intégralité du risque, incluant les pénalités de retard en « Produits et charges opérationnels non liés à l'activité » et a déposé une réclamation contentieuse pour chacune des 2 sociétés le 28 décembre 2017.</li> <li>En juillet 2018, rejet des réclamations contentieuses par l'administration fiscale.</li> <li>Le 19 décembre 2018, envoi par Assystem SA, en sa qualité de société mère du groupe d'intégration fiscale et pour le compte d'AFR et d'AEOS, d'une nouvelle réclamation contentieuse auprès de la DVNI.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au 31 décembre 2020, la provision totale s'élève à 16,8 M€. Les intérêts complémentaires potentiellement encourus au titre de l'exercice 2020 ont été provisionnés à hauteur de 0,3 M€.</li> </ul>
	<p><b>Evolution sur 2020</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Deux rapports d'expertises sur trois déposés en décembre 2019 / janvier 2020 (le troisième ayant été arrêté du fait de la Covid)</li> <li>Réclamation contentieuse en cours d'examen par la DVNI services contentieux, rejet sur AFR fin octobre 2020</li> <li>Saisine du TA de Montreuil avec dépôt des pièces en novembre 2020 (attestation du greffe du tribunal le 16 novembre 2020)</li> <li>Réclamation contentieuse déposée par Assystem au titre du CIR 2014 à hauteur de 1,4 M€ fin 2020</li> </ul>	

# Autres points d'attention

## Produits et charges opérationnels non liés à l'activité

Libellés	Observations
Produits et charges opérationnels non liés à l'activité	<ul style="list-style-type: none"><li>• Une charge de <b>3 M€</b> a été comptabilisée au 31 décembre 2020 en « Produits et charges non liés à l'activité », comprenant principalement :<ul style="list-style-type: none"><li>▪ (3,8) M€ de provision liée au plan de restructuration du site de Belfort qui s'est traduit par un accord de rupture conventionnelle collective fin décembre 2020 (cf slide 30);</li><li>▪ 2 M€ de plus-value nette sur la cession de l'entité Eurosyn (détention de 50% des titres avant l'opération);</li><li>▪ 1,4 M€ de produits issus de recouvrement de créances antérieurement passées en perte chez Radicon;</li><li>▪ (0,6) M€ de coûts M&amp;A encourus sur les opérations de croissance externe envisagées (dont CRA principalement);</li></ul></li></ul>
<b>Notre analyse des éléments de produits et de charges présentés dans cette rubrique spécifique du compte de résultat n'appelle pas de commentaires de la part du collège.</b>	
<p>(*) Le coût des AGA est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat, entre ROPA et ROP, intitulée « Paiements fondés sur des actions ». Elle présente une charge de 1,3 M€ au titre de l'exercice (1 M€ en comparatif 2019).</p>	
<p>Nous attirons votre attention sur le fait que l'AMF fait preuve d'une <b>vigilance particulière sur la présentation d'éléments non courants</b>, notamment dans sa publication traitant des indicateurs alternatifs de performance du 3 décembre 2015. L'AMF précise dans la recommandation ANC 2013-036 que les éléments considérés comme non courants sont des produits et charges « <b>en nombre très limités, inhabituels, anormaux et peu fréquents de montants particulièrement significatifs</b> » qui sont présentés distinctement afin de ne pas fausser la lecture de la performance de l'entreprise. Elle précise également que « des éléments individuellement non significatifs mais matériels lorsqu'ils sont regroupés ne doivent pas être classés en non courant ».</p>	

M€	31/12/2020	31/12/2019
Restructuring Belfort	-3,8	0
Cession Eurosyn	2	0
Anciens litiges clients	1,4	0
M&A	-0,6	-0,5
Forfait social sur AGA	-0,2	-0,2
Risques fiscaux & sociaux	-0,1	-0,7
Ecart valo. Equeurdreuille	-0,1	0
Restructuring divers	-0,1	0,0
Dépré. Goodwill Staffing	0	-6,1
Autres	-0,3	-0,1
AGA (*)	-1,3	-1,0
<b>TOTAL</b>	<b>-3,0</b>	<b>-8,4</b>
ROP	21,8	26,8
%	-14,0%	-31,3%
ROPA	24,8	35,2
%	-12,3%	-23,9%

# Autres points d'attention

## Autres points

Libellés	Observations	Conclusions																				
Opérations d'affacturage	<ul style="list-style-type: none"><li>Renouvellement <b>du contrat d'affacturage conclu entre AEOS et BNP Paribas Factor</b> à chaque fin de semestre, le dernier renouvellement étant intervenu en décembre 2020. Aucun changement intervenu dans les termes principaux du contrat.</li><li>Mise en place en avril 2020 <b>de contrats d'affacturage entre AEOS et BNP Paribas Factor dans le cadre d'un programme mis en place à l'initiative du client EDF</b> (effectif au 30 juin 2020 et toujours en vigueur à la clôture de l'exercice) <b>et entre Insiema et BNP Paribas Factor en juillet 2020</b> (effectif à la clôture de l'exercice).</li></ul> <p>L'ensemble des opérations réalisées dans le cadre de ces divers contrats se traduit par la sortie des créances concernées du bilan consolidé lors de leur mobilisation dans le premier cas, lors de leur encaissement auprès de BNP Paribas Factor dans le second cas.</p> <p>Les volumes de créances affacturées ont évolué comme suit sur l'exercice:</p> <table><tr><th>(en M€)</th><th>31/12/2019</th><th>30/06/2020</th><th>31/12/2020</th></tr><tr><td>Affacturage</td><td></td><td>6,7</td><td>5,0</td></tr><tr><td>Affacturage mis en place avec le client EDF (*)</td><td></td><td>12,2</td><td>10,1</td></tr><tr><td><b>Total</b></td><td></td><td><b>18,9</b></td><td><b>15,1</b></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td><b>28,9</b></td></tr></table> <p>Ces opérations influent notamment sur la présentation et le niveau de certaines rubriques (disponibilités, créances clients) au bilan ainsi que sur le tableau de flux de trésorerie. Un niveau d'information adéquat et concernant globalement l'ensemble des opérations d'affacturage sera indiqué dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2020.</p> <p>A noter que, dans le cadre de la pandémie Covid-19, le Groupe a par ailleurs bénéficié de reports de paiement de dettes sociales et fiscales pour un montant global de 26,7 M€ au 31 décembre 2020.</p>	(en M€)	31/12/2019	30/06/2020	31/12/2020	Affacturage		6,7	5,0	Affacturage mis en place avec le client EDF (*)		12,2	10,1	<b>Total</b>		<b>18,9</b>	<b>15,1</b>				<b>28,9</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>Nous avons validé, avec l'aide de nos experts, le traitement comptable de ces contrats d'affacturage.</li><li>Un niveau d'information adéquat et concernant l'ensemble des opérations d'affacturage est indiqué dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2020.</li></ul>
	(en M€)	31/12/2019	30/06/2020	31/12/2020																		
Affacturage		6,7	5,0																			
Affacturage mis en place avec le client EDF (*)		12,2	10,1																			
<b>Total</b>		<b>18,9</b>	<b>15,1</b>																			
			<b>28,9</b>																			

# Autres points d'attention

## Autres points (suite)

Libellés	Observations	Conclusions
Fermeture du site de Belfort	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décision de la société AEOS de procéder à la fermeture du site de Belfort (BU Consultancy) suite au non-renouvellement des contrats significatifs passées avec le groupe General Electric. Cette initiative s'est concrétisée fin décembre 2020 par la signature d'un accord de rupture conventionnelle collective avec les représentants du personnel concernant la quasi-totalité de l'effectif résiduel du site (65 salariés).</li> <li>L'accord, basé sur le principe du volontariat, définissait une période de candidature pour les salariés intéressés qui courait jusqu'au 4 février 2021. A l'issue de cette période, la grande majorité des salariés (59) a accepté la proposition de la direction, une minorité ayant accepté une offre de mobilité interne (5) ou refusé le plan (1). Une provision de 3,7 M€ a été comptabilisée à ce titre à fin 2020, sur une base estimée à mi-janvier 2021.</li> <li>Après analyse, nous avons effectué les constats suivants: <ul style="list-style-type: none"> <li>Certains coûts ne peuvent faire l'objet d'une provision à la clôture au regard du référentiel comptable IFRS (coûts de mobilité interne pour 0,18 M€, risque estimé de litiges prud'hommes dans le futur pour 0,15 M€);</li> <li>Certains coûts ne seront finalement pas supportés par la société (indemnités liées à la revitalisation du bassin d'emploi pour 0,27 M€).</li> </ul> </li> <li>Nous concluons donc à une sur-provision totale de 0,6 M€ (avant effet impôt) dans les comptes sociaux d'AEOS et dans les comptes consolidés du Groupe.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Ajustement inclus dans le tableau des ajustements présenté en slide 30</b></li> </ul>
DGCCR	<ul style="list-style-type: none"> <li>En novembre 2018, l'autorité de la concurrence a communiqué sur le fait qu'elle avait procédé à des perquisitions et à des saisies inopinées auprès de sociétés, notamment du secteur de l'ingénierie, pour des pratiques anticoncurrentielles.</li> <li>La direction juridique nous a confirmé qu'Assystem avait été perquisitionnée et que de la documentation avait été saisie concernant les activités d'Expleo (ex-ATG) dans le secteur de l'aéronautique.</li> <li>La direction d'Assystem S.A. considère que le risque de mise en cause de la société est très peu plausible et n'est, en tout cas, pas avéré à ce stade mais reconnaît que ce point n'est pas couvert par les accords contractuels conclus avec Ardan. Une demande en annulation de la procédure concernant Assystem a d'ailleurs été déposée auprès de la Cour d'appel de Versailles le 17 décembre 2019, demande qui a été rejetée par ordonnance du tribunal en date du 29 juin 2020.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Aucune évolution notée sur 2020. La probabilité d'un risque financier lié à cette enquête n'est pas rapportée au 31 décembre 2020.</b></li> </ul>

# Autres points d'attention

## Autres points (suite)

Libellés	Observations	Conclusions
Reporting ESEF	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Travaux menés:</li> <li>• Compréhension du processus de production du RFA et des comptes consolidés IFRS au format XBRL et des contrôles mis en place et entretiens avec la société pour comprendre l'outil choisi , le process mis en place</li> <li>• Revue du mapping et de sa documentation dans l'outil</li> <li>• Analyse critique du projet de mapping préparé par la société pour ses états primaires : Pertinence du concept IFRS choisi pour chaque élément des états primaires au regard de la taxonomie ESEF</li> <li>• Pertinence des extensions utilisées, de leur ancrage et de leur traduction le cas échéant</li> <li>• Cohérence des attributs associés à chaque élément : nature (monétaire/texte), type (instant/duration/membre ...), solde (débit/crédit)...Documentation fournie par la société pour documenter son projet de mapping</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Assystem a décidé de bénéficier de l'option de report offerte par les dernières décisions prises au niveau réglementaire.</b></li> <li>• <b>Il reste donc à valider:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La conformité du RFA XHTML et des comptes consolidés XBRL à la réglementation ESEF : comparaison de la version "human readable" des comptes consolidés IFRS avec les données auditées</li> <li>• Comparaison du tagging des états primaires implémenté dans l'outil avec le "mapping" analysé</li> <li>• Contrôles des balises affectées aux états primaires (ex. période, unités, devise...), en complément de celles déjà validées dans le cadre du mapping</li> <li>• Contrôles techniques sur la validité du fichier (règlement ESEF, règles ESMA, bonnes pratiques</li> </ul> </li> </ul>

# Synthèse des anomalies non corrigées

La synthèse des ajustements et reclassements non comptabilisés se présente comme suit :

Synthèse des ajustements > 0,1 million d'euros (en millions d'euros)		Rappel des impacts sur les Capitaux propres à l'ouverture A	Impacts sur le Compte de Résultat de la période B	Impacts sur les Capitaux propres au 31 décembre 2020 C = A + B
(Charge) / Produit				
<b>Ajustement portant sur les comptes consolidés</b>				
AEOS	Surestimation de la provision Belfort (cf slide 28)		0,6	0,6
ASA (conso)	Sur-évaluation du goodwill ASCO, incluant à tort des dépenses de la période (cf slide 19)	-0,6	-0,2	-0,8
EXPLEO	Divers ajustements		0,3	0,3
Divers	Ajustements à l'ouverture reversés dans l'exercice (en net)	-0,1	-0,1	-0,2
<b>Total des ajustements non comptabilisés (avant impôts)</b>		<b>-0,7</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,1</b>
AEOS	Risque lié aux opérations sur titres (IFRIC 23)		-0,3	-0,3
Effet d'impôts sur les ajustements non comptabilisés		0,1	-0,1	-
<b>Total des ajustements non comptabilisés (après impôts)</b>		<b>-0,6</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,4</b>
<b>Synthèse des reclassements proposés</b>				
			Débit	Crédit
<b>Total des reclassements proposés</b>		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>

# Points en suspens (art.11.2o)

---

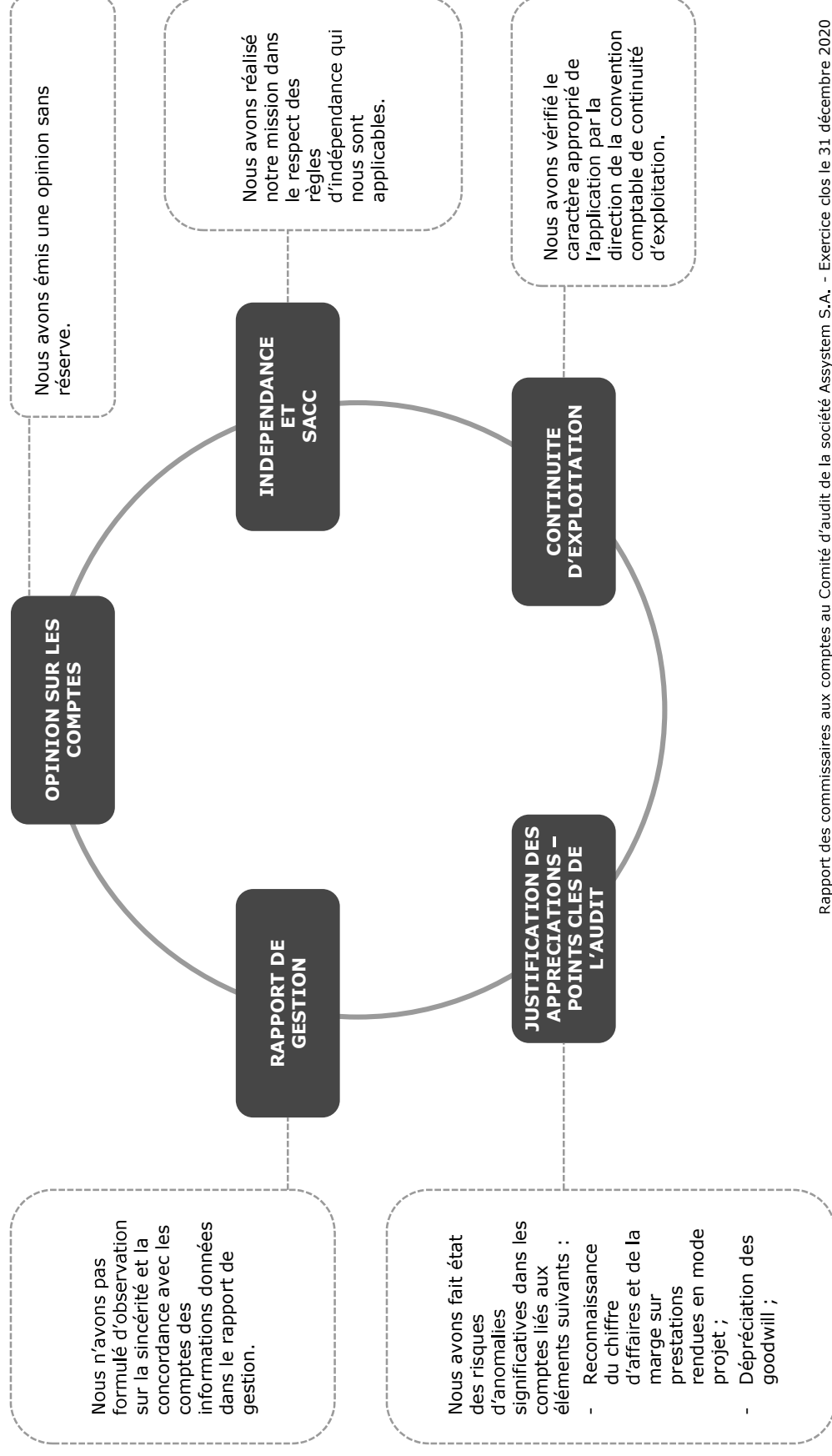
## **Indication sur l'obtention des explications et documents requis**

L'ensemble des documents et explications nécessaires à la formation de notre opinion a été obtenu.

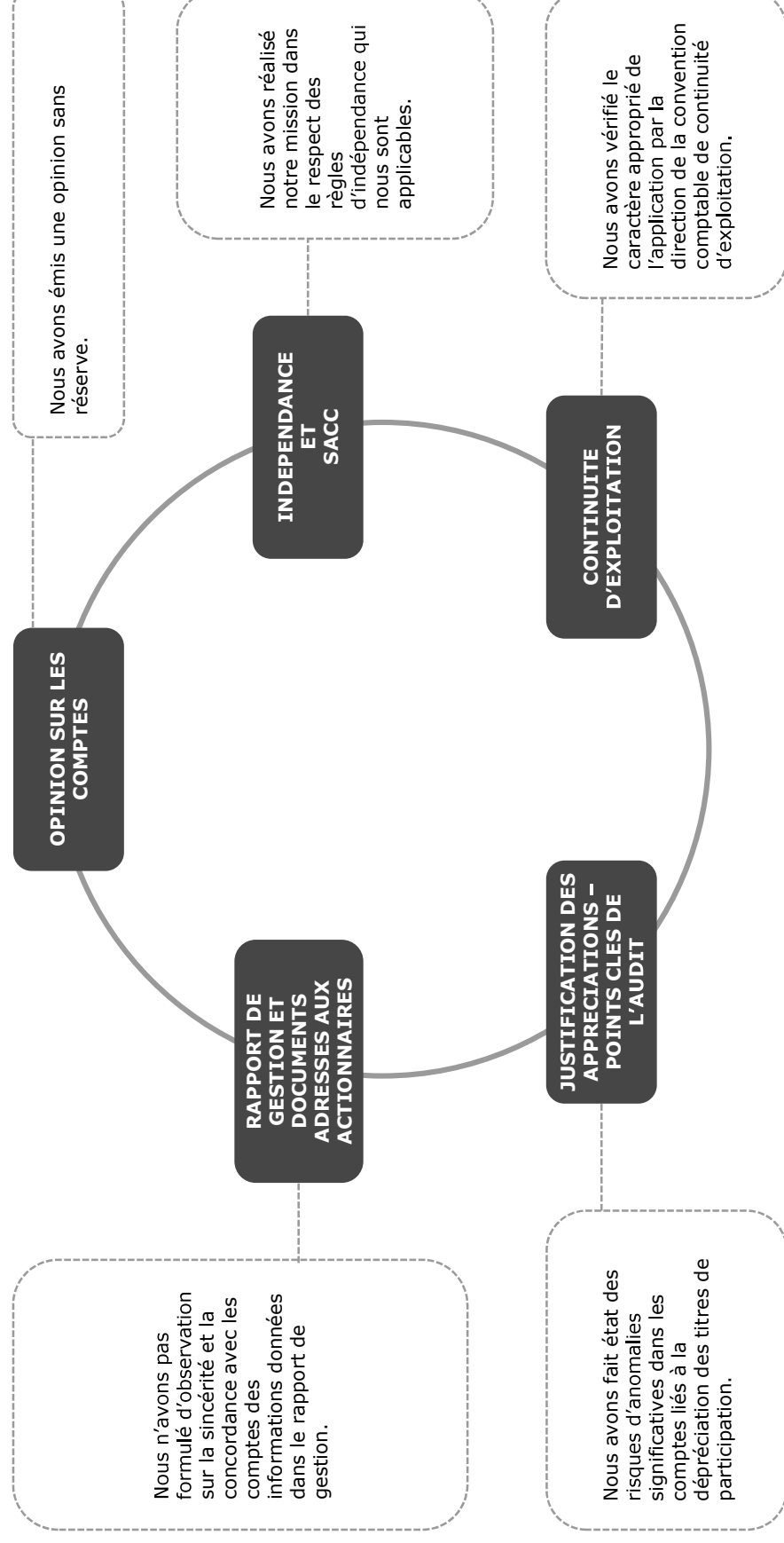
# Nos rapports



# Notre rapport sur les comptes consolidés



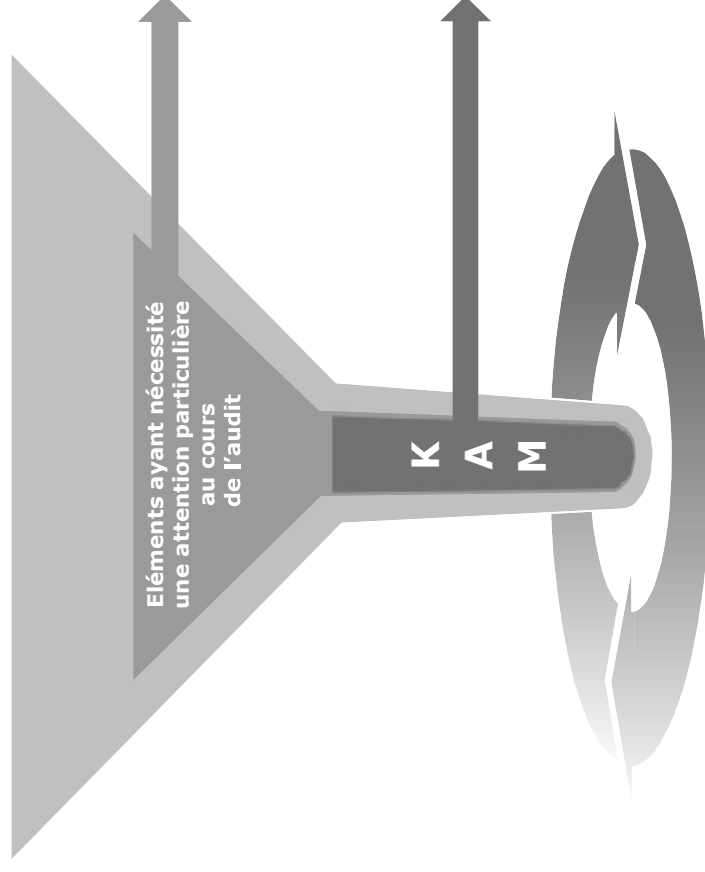
# Notre rapport sur les comptes annuels



# Approche d'audit

## Méthode de détermination des points clés de l'audit (KAM)

Éléments communiqués au comité d'audit



Domaines présentant des **risques élevés d'anomalies significatives**.

Domaines présentant des **risques inhérents élevés** nécessitant une démarche d'audit particulière.

Appréciations ayant nécessité des **jugements importants** de la direction (ex : estimations comptables présentant un **fort degré d'incertitude**).

**Opérations ou événements importants de l'exercice** ayant eu une incidence sur l'audit.

Etendue et contenu des échanges avec le comité d'audit.

Importance des éléments pour la compréhension des comptes dans leur ensemble.

Caractère significatif par rapport aux comptes.

Complexité ou subjectivité liée au choix par la direction d'une méthode comptable, notamment en comparaison des pratiques sectorielles.

Etendue et nature de l'effort d'audit mis en œuvre en réponse aux risques d'anomalies significatives, notamment nécessité de compétences spécifiques ou de consultations d'experts.

Nature et importance des difficultés rencontrées dans la réalisation des travaux d'audit, dans l'évaluation de leurs résultats et dans l'obtention d'éléments suffisants et appropriés pour conclure.

Importance des faiblesses de contrôle interne identifiées.

Nature et caractère significatif des ajustements identifiés, qu'ils soient corrigés ou non.

Implications sur/ imbrications entre différentes rubriques des états financiers.

# Approche d'audit

## Points clé de l'audit – Comptes consolidés

### Test de valeur des UGT

Risques identifiés	Notre réponse
<p>Nous avons considéré que l'évaluation des goodwill au sein des UGT est un point clé de notre audit compte tenu du degré élevé d'estimations et de jugement mis en œuvre par la direction, de la sensibilité des valeurs recouvrables à la variation des hypothèses de prévisions et du poids relatif de ces actifs dans les comptes consolidés du Groupe.</p>	<p>Nous avons apprécié la conformité de la méthodologie appliquée par le Groupe aux normes comptables en vigueur et avons effectué un examen des modalités de mise en œuvre de cette méthodologie et apprécié notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Le niveau de regroupement des UGT retenu pour les tests de dépréciation des goodwill et la cohérence des éléments composant la valeur comptable des UGT avec les flux de trésorerie utilisés pour effectuer les tests de perte de valeur ;</li><li>- Le caractère raisonnable des flux de trésorerie prévisionnels par rapport aux contextes économiques et financiers dans lesquels opère l'activités E&amp;I ;</li><li>- La cohérence des données budgétaires utilisées avec celles présentées au Comité d'audit et approuvées par le Conseil d'administration, et la cohérence des données prévisionnelles par rapport aux hypothèses budgétaires ;</li><li>- La cohérence des hypothèses retenues pour le taux de croissance à l'infini avec l'environnement économique à la date d'établissement des comptes ;</li><li>- La fiabilité du processus d'établissement des estimations en examinant les causes des différences constatées entre les prévisions et les réalisations au titre des performances passées ;</li><li>- Le caractère raisonnable des hypothèses retenues pour la détermination du taux d'actualisation avec l'aide de nos spécialistes en évaluation ;</li><li>- Les analyses de sensibilité de la valeur d'utilité à une variation des principales hypothèses retenues.</li></ul>

Nous avons enfin vérifié que les notes annexes (notamment les notes 3.3 - « Goodwill » et 3.4 - « Modalités des tests de perte de valeur ») donnaient une information appropriée.

# Approche d'audit

## Points clé de l'audit – Comptes consolidés

### Reconnaissance du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de prestations au forfait

Risques identifiés	Notre réponse
<p>Nous avons considéré que le correct rattachement sur l'exercice du chiffre d'affaires des contrats au forfait est un point clé de notre audit dans la mesure où elle est basée sur des jugements et estimations requis par la Direction quant à la détermination du résultat à terminaison et des risques financiers attendus sur ces contrats.</p>	<p>Nous avons pris connaissance et testé les processus mis en place par le Groupe en lien avec la contractualisation, le suivi des projets, la facturation et la comptabilisation des contrats.</p> <p>Les autres procédures d'audit mises en œuvre sur l'évaluation du chiffre d'affaires des contrats au forfait ont consisté à sélectionner, selon une approche multicritères d'échantillonnage (volumes d'affaires ou d'encours, complexité des projets, variations atypiques entre deux périodes ou par rapport aux standards du Groupe, nouveaux contrats de la période...), des projets pour lesquels nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Apprécié la conformité du traitement comptable retenu avec les clauses contractuelles ;</li><li>- Apprécié le bien fondé des estimations des résultats à terminaison et de la détermination des degrés d'avancement par recoupement avec notre compréhension de ces projets acquise lors d'entretiens menés avec les contrôleurs de gestion et les chefs de projet et par comparaison avec les performances passées pour des contrats similaires ;</li><li>- Corroboré la position financière de ces projets avec les éléments probants correspondants (contrats, commandes, procès-verbaux d'acceptation des clients, données de suivi des temps) ;</li><li>- Mis en œuvre de procédures de revue analytique portant sur l'évolution du chiffre d'affaires et du résultat comptabilisé sur l'exercice.</li></ul> <p>Nous avons enfin vérifié que les notes annexes (notamment la note 1 - « Principes comptables généraux » et 5.1 - « Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement opérationnel ») donnent une information appropriée.</p>

# Approche d'audit

## Points clé de l'audit – Comptes sociaux

### Evaluation des titres de participation

#### Risques identifiés

Nous avons considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé de notre audit, compte tenu du poids des titres de participation au bilan, du degré élevé d'estimation et de jugement mis en œuvre par la direction dans le choix de la méthode de calcul de la valeur d'utilité et de la sensibilité, selon la méthode retenue, de cette valeur d'utilité à la variation des hypothèses de prévision.

#### Notre réponse

Nos travaux ont consisté à prendre connaissance, pour chaque participation, de la méthode de calcul de la valeur d'utilité retenue et apprécier son caractère approprié en lien avec les caractéristiques économiques de chaque participation.

Lorsque l'approche fondée sur les flux de trésorerie prévisionnels est retenue, nous avons :

- Apprécier la cohérence des données budgétaires utilisées avec celles présentées au Comité d'audit et approuvées par le Conseil d'administration, et la cohérence des données prévisionnelles par rapport aux hypothèses budgétaires ;
- Vérifier la cohérence des hypothèses retenues pour le taux de croissance à l'infini avec l'environnement économique à la date d'établissement des comptes ;
- Vérifier, avec l'appui de nos spécialistes en évaluation, le caractère raisonnable des hypothèses retenues pour la détermination du taux d'actualisation ;
- Comparé les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ;
- Vérifier que la valeur résultant des prévisions de flux de trésorerie a été ajustée du montant de l'endettement de l'entité considérée.

Lorsque l'approche fondée sur les multiples est retenue, nous avons apprécié la concordance avec les comptes de l'agrégat retenu et le bien fondé des multiples appliqués en comparaison avec ceux pratiqués dans des secteurs d'activité similaires.

Lorsque l'approche patrimoniale est retenue, nous avons vérifié que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures convenues et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante.

Concernant les acquisitions réalisées en toute fin d'exercice, nous avons pris connaissance des éléments de valorisation considérés lors de la détermination du prix d'acquisition des titres.

Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations présentées dans les notes 2

- « Règles et méthodes comptables », 4 - « Tableau des filiales et participations » et 5 - « Provisions » de l'annexe aux comptes annuels.

# Méthodes d'évaluation (art. 11.2I)

## Définition

- Comme indiqué dans la note 2 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels et dans la note 1 « Principes comptables généraux » de l'annexe aux comptes consolidés, dans le cadre de la clôture, la direction de votre société a mis en œuvre des méthodes d'évaluation nécessitant, le cas échéant, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses ou fait appel à des jugements.
- Ces évaluations et appréciations sont réalisées sur la base d'une expérience passée et elles constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

## Commentaires des auditeurs

Dans le cadre de nos travaux sur les comptes consolidés, nous avons notamment examiné les méthodes d'évaluation portant sur :

- La réalisation des tests de valeur sur les UGT ;
- La reconnaissance du chiffre d'affaires sur les contrats au forfait ;
- La détermination des provisions.

Dans le cadre de nos travaux sur les comptes annuels, nous avons notamment examiné les méthodes d'évaluation portant sur la réalisation des tests de valeur sur les titres de participation.

Compte tenu de leur incidence significative sur les états financiers et compte tenu de la part de jugement qu'ils requièrent, nous avons estimé ces sujets comme des points méritant une attention particulière dans le cadre de notre audit.

La description de l'approche et nos conclusions sont développées ci-avant en pages 7 à 30.

# Déclaration de la Direction

Comptes consolidés	Comptes annuels
<b>Comme lors de la clôture 2019, les éléments spécifiques sur les comptes annuels et consolidés, pour lesquels une déclaration écrite de la Direction a été demandée, porteront sur :</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>- L'évaluation des UGT ;</li><li>- Les provisions pour risques, passifs éventuels relatifs notamment aux aspects fiscaux et sociaux, procès en cours, déclarations fiscales non prescrites ainsi que toute poursuite judiciaire ou affaire contentieuse ;</li><li>- L'évaluation des actifs financiers ;</li><li>- L'estimation des pertes à terminaison ;</li><li>- Les créances fiscales.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- L'évaluation des titres de participation ;</li><li>- Les provisions pour risques, passifs éventuels relatifs notamment aux aspects fiscaux et sociaux, procès en cours, déclarations fiscales non prescrites ainsi que toute poursuite judiciaire ou affaire contentieuse.</li></ul>



# Continuité d'exploitation (art. 11.2i)

Lors de l'établissement des comptes, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Dans le cadre de notre audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, nous apprécions le caractère approprié de l'application par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

La direction n'a pas identifié de points relatifs à la continuité d'exploitation qui nécessiterait d'être mentionné dans l'annexe.

Nos travaux ne conduisent pas à porter d'informations complémentaires à votre connaissance.

La mission de certification des comptes ne consiste toutefois pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de la personne ou de l'entité contrôlée (art. L.823-10-1 du code de commerce).

# Contrôle interne (art. 11.2j)

La nature et l'étendue des travaux que nous avons effectués sur le contrôle interne ont été déterminés en fonction des travaux que nous avons estimé nécessaires pour émettre une opinion sur les comptes. Ils n'avaient pas pour but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société et nous n'exprimons aucune opinion sur le contrôle interne.

Nous n'avons pas relevé de déficiences majeures au sein du dispositif de contrôle interne du Groupe, y incluant les travaux réalisés par nos experts IT concernant le nouvel ERP HIVE déployé début 2020 aux principales entités françaises. Toutefois, les zones d'amélioration que nous identifions dans le cadre de nos travaux font régulièrement l'objet de recommandation communiquées à la direction comptable et à la direction informatique du Groupe.

Nous n'avons pas relevé tous les points d'amélioration qu'une étude plus approfondie du contrôle interne permettrait d'identifier.

# Fraude

## Rôles respectifs

La prévention et la détection de la fraude sont de la responsabilité de la direction et de la gouvernance. Ceci inclut la mise en place de contrôles internes garantissant notamment la protection des actifs, la fiabilité des comptes et la conformité aux lois et règlements applicables. Il nous appartient, en tant que commissaires aux comptes, d'obtenir l'assurance raisonnable, mais non absolue, que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

## Déclarations confirmées par la Direction

Comme lors des clôtures antérieures, nous avons demandé à la direction de nous confirmer par écrit les trois points suivants :

- L'existence de contrôles destinés à prévenir et détecter les erreurs et les fraudes ont été conçus et mis en œuvre ;
- Son appréciation sur le risque que les comptes puissent comporter des anomalies significatives résultant de fraudes ;
- L'existence de fraude suspectées ou avérées dont elle a eu connaissance, susceptibles d'entraîner des anomalies significatives dans les comptes.

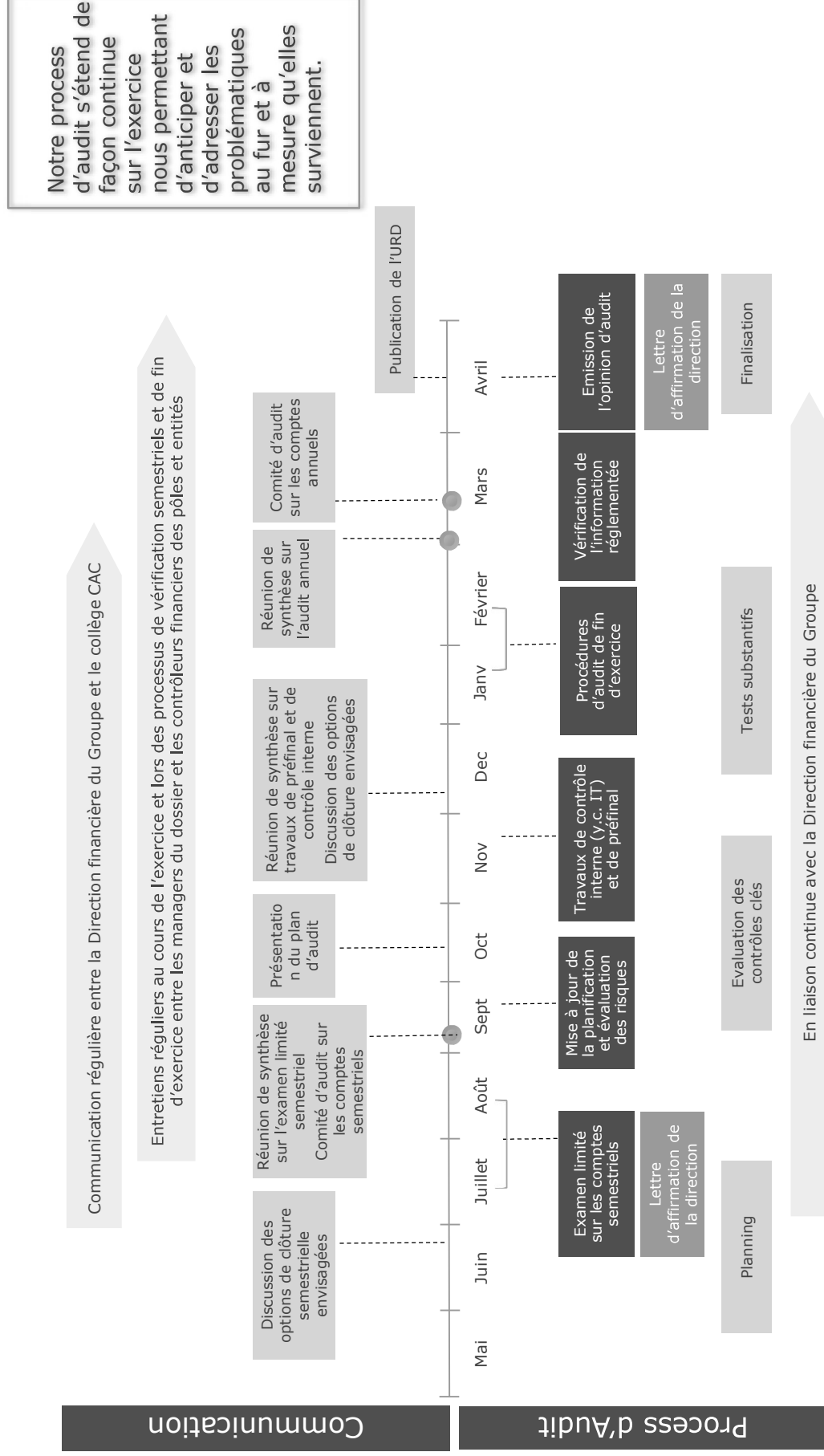
# Annexes

☐ ASPECTS REGLEMENTAIRES

☐ ASPECTS NORMATIFS

# Aspects réglementaires

# Calendrier d'intervention (Art. 11.2.e)



# Communication des CAC avec le Comité d’audit (Art. 11.2.d)

Le Comité d’audit s’est réuni 3 fois au cours de l’exercice écoulé en présence des commissaires aux comptes. Les sujets suivants ont été abordés en leur présence.

**9 mars  
2020**

- Présentation des comptes annuels et consolidés 2019
- Synthèse de la mission des commissaires aux comptes sur les comptes annuels et consolidés
- Evolution des normes comptables et réglementaires

**21  
septembre  
2020**

- Présentation des comptes semestriels consolidés résumés
- Présentation des travaux d’examen limité des commissaires aux comptes et de leurs conclusions

**3 février  
2021**

- Présentation de l’approche d’audit sur les comptes annuels et consolidés 2020

Les Commissaires aux comptes ont rencontré le Président du Comité d’audit en l’absence du management le 8 février 2021.

# Communication des CAC avec le Conseil d'administration (Art. 11.2.d)

Le Conseil d'administration s'est réuni 2 fois au cours de l'exercice écoulé en présence des commissaires aux comptes. Les sujets suivants ont été abordés en leur présence.

**9 mars  
2020**

- Arrêté des comptes annuels / consolidés et préparation de l'assemblée générale annuelle
- Synthèse de l'audit des commissaires aux comptes

**21  
septembre  
2020**

- Présentation des comptes semestriels consolidés résumés
- Synthèse de l'examen limité des commissaires aux comptes

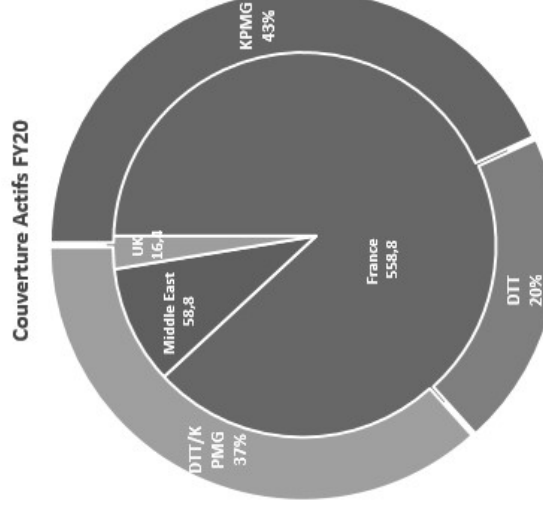
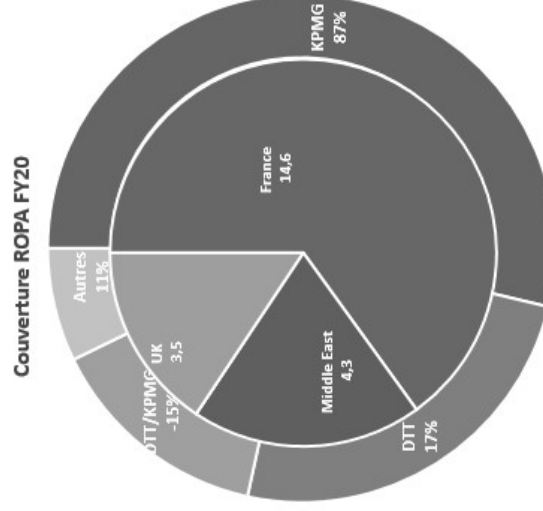
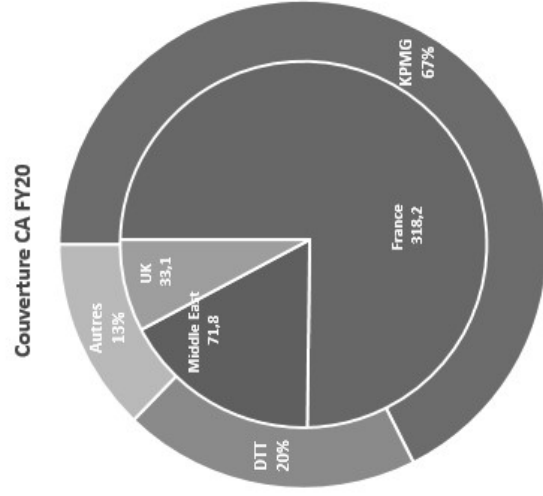


# Comptes consolidés – Etendue des travaux (Art. 11.2.e)

L'étendue des travaux est définie à partir d'une analyse des risques identifiés au niveau du groupe. Les éléments pris en compte incluent des critères quantitatifs (contribution aux comptes consolidés des entités comprises dans le périmètre de consolidation) et qualitatifs (risques que peuvent présenter individuellement certaines entités consolidées). Une analyse complémentaire a été menée sur les autres entités afin de vérifier qu'elles ne présentent pas d'autres risques. Lorsque cela était nécessaire, nous avons inclus certaines de ces filiales dans notre périmètre d'audit.

## Taux de couverture par scope d'audit tel que défini en 2020

- Le collège intervient sur un périmètre couvrant **90%** du CA Groupe, **90%** du ROPA et **93%** des actifs du Groupe.



# Comptes consolidés – Etendue des travaux (Art. 11.2.e)

AUDIT DE LA LIASSE DE CONSOLIDATION	AUDITEUR (en France)	AUDIT DE LA LIASSE DE CONSOLIDATION	AUDITEUR (à l'étranger)	DILIGENCES SPECIFIQUES	AUDITEUR (à l'étranger)
<b>Assystem S.A.</b>	KPMG / DTT	<b>MPH Global Services (incluant DMCC Dubai branch)</b>	DTT	<b>Assystem E&amp;I (UK)</b>	DTT
<b>Assystem EOS</b>	KPMG	<b>Assystem ENVY (Turkey)</b>	DTT		
<b>Assystem Care France</b>	DTT	<b>Radicon Gulf Consult (Saudi Arabia)</b>	DTT		
<b>Euro Contrôle Projet</b>	B.P. Services	<b>MPH GNRS (U.A.E.)</b>	Kanaan		
<b>Insiema</b>	KPMG	<b>Assystem UK Abu Dhabi Branch</b>	Kanaan		
<b>Asco</b>	KPMG	<b>MPH TS Doha (Qatar)</b>	KPMG		
<b>EXPLO</b> (résultat MEE)	DTT				

# Répartition des travaux entre les CAC

## (Art. 11.2.f)

Comptes consolidés (Mère A)		DTT		KPMG		Comptes annuels			DTT	KPMG
Contrôle du périmètre / Traitement des acquisitions		En fonction de l'auditeur de la filiale					Résultat d'exploitation		X	X
Revue des tests d'impairment			X				Résultat financier		X	
Variation des capitaux propres		En fonction de l'auditeur de la filiale					Résultat exceptionnel		X	X
Passage résultat social / consolidé		En fonction de l'auditeur de la filiale					Impôt sur les sociétés		X	
Intérêts minoritaires					X		Capitaux propres			X
Elimination des opérations réciproques		En fonction de l'auditeur de la filiale					Provisions			X
Endettement			X				Trésorerie / Endettement		X	
Avantages au personnel					X		Immobilisations corporelles, incorporelles et financières			X
Impôts différés & preuve d'impôt			X							
Contrôle du TFT			X		X					
Engagements hors bilan			X							
Information sectorielle					X					

# Périmètre de consolidation et critères d'exclusion (Art. 11.2.m)

---

Les principales entités incluses dans le périmètre de consolidation sont détaillées en note 3.1 des états financiers consolidés au 31 décembre 2020.

L'intégralité des filiales est incluse dans le périmètre de consolidation : il n'existe pas au 31 décembre 2020 de filiales non consolidées.

# Seuils de signification (Art. 11.2.h)

## Définition

La formulation, par le commissaire aux comptes, de son opinion sur les comptes nécessite qu'il obtienne **l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives**. Cette assurance élevée, mais non absolue du fait des limites de l'audit est qualifiée, par convention, d'« **assurance raisonnable** ».

Afin d'apprécier le caractère significatif, le commissaire aux comptes considère non seulement le montant des anomalies mais aussi leur nature et les circonstances particulières de leur survenance. Il fixe un seuil de signification qui lui permet de planifier et réaliser son audit et d'évaluer l'incidence des anomalies relevées au cours de son audit et, le cas échéant, d'évaluer l'incidence sur les comptes des anomalies non corrigées.

Nous considérons une **anomalie comme significative lorsqu'elle est d'une importance telle que, seule ou cumulée avec d'autres, elle peut influencer le jugement de l'utilisateur d'une information financière ou comptable et que nous ne sommes pas en mesure de certifier les comptes sans réserve**.

La détermination du seuil de signification relève du jugement professionnel des commissaires aux comptes. Il est déterminé lors de la phase de planification de la mission et revu si nécessaire au cours de la mission. Dans le contexte du co-commissariat, une concertation au sein du collège des commissaires aux comptes a permis de fixer le seuil de signification au niveau des comptes pris dans leur ensemble.

⇒ **La matérialité représente donc le seuil au-delà duquel nous considérons qu'une erreur serait raisonnablement susceptible d'influencer le jugement d'un individu utilisant les états financiers d'Assystem.**

## Application au cas d'Assystem

Les indicateurs retenus pour le calcul de la matérialité s'appuient sur la nature et l'importance des activités exercées par le Groupe et la société tête de Groupe.

- **Matérialité pour l'audit des comptes consolidés : Résultat Opérationnel d'Activité (ROPA), incluant la quote-part de résultat des entreprises associées (hors résultat d'Expleo Group)**. Nous considérons en effet cet agrégat comme l'indicateur de mesure le plus pertinent de la performance financière du Groupe. Il exclut tout effet non récurrent lié à des éléments à caractère exceptionnel et aux opérations de financement.
- **Matérialité pour l'audit des comptes statutaires d'Assystem S.A. : Situation nette**. Dans la mesure où Assystem S.A. exerce principalement une activité de holding, cet agrégat est jugé comme l'indicateur de mesure le plus pertinent et le plus stable pour traduire la situation de la société.

# Seuils de signification (Art. 11.2.h)

ESTIMATION DE LA MATERIALITE	
COMPTES CONSOLIDES	EN M€
ROPA, incluant la quote-part de résultat des entreprises associées (hors quote-part de résultat d'Expleo Group)	24,8
Soit une matérialité fixée à 1,74 m€	

ESTIMATION DE LA MATERIALITE	
COMPTES SOCIAUX	EN M€
Situation nette	396,5
Soit une matérialité fixée à 1,4 m€ (plafonnée au regard de la matérialité adoptée pour les comptes consolidés)	

# Identification des associés d'audit principaux (Art. 11.2.b)

EIP	Cabinet	Nom des Commissaires aux comptes
Assystem S.A.	KPMG Audit	Eric ROBERT / Laurent GENIN
	Deloitte & Associés	Albert AÏDAN
AEOS S.A.S.	KPMG Audit	Eric Robert / Laurent GENIN

# **Recours à des cabinets d'audit hors réseau ou à des experts externes pour les besoins de l'audit (Art. 11.2.c / Art. 11.2.n)**

Nous avons eu recours au cabinet d'audit Kanaan & Associates, membre du réseau BKR International, basé à Dubaï pour réaliser les travaux concernant les entités MPH GNRS et Assystem UK Abu Dhabi Branch respectivement localisées aux Emirats Arabes Unis et à Dubaï ainsi qu'au cabinet B.P. Services basé à Aix-en-Provence pour réaliser les travaux sur Euro Contrôle Projet.

Les cabinets Kanaan & Associates et B.P. Services nous ont adressé une déclaration d'indépendance par rapport aux travaux qui leur ont été confiés.

Nous n'avons pas eu recours à des experts externes pour effectuer les travaux qui nous incombent.



# Déclaration annuelle d'indépendance pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 (Art. 11.2.a)



KPMG

Au Président du Comité d'audit et des comptes,

En application des dispositions de l'article L.823-16 du code de commerce, nous vous communiquons notre déclaration annuelle d'indépendance.

Nous rappelons que KPMG est membre du réseau KPMG International.

Sur la base des procédures mises en place au sein de notre cabinet, nous vous confirmons au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, que nous n'avons pas identifié de situation ou de risque de nature à affecter notre indépendance vis-à-vis de votre société. KPMG, et les membres de sa Direction, ainsi que les associés, senior managers et managers intervenant sur l'audit de votre société, ont respecté les règles d'indépendance applicables en France, telles qu'elles sont fixées en particulier par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et par le code déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Nous vous communiquerons dans un courrier distinct l'actualisation des informations mentionnées à l'article L.820-3 du code de commerce détaillant les prestations fournies par nous-mêmes et notre réseau au titre des services autres que la certification des comptes, à votre société ainsi qu'aux entités contrôlées au sens des I et II de l'article L.233-3 du code de commerce.

# Déclaration annuelle d'indépendance pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 (Art. 11.2.a)



Deloitte et Associés

Au Président du Comité d'audit et des comptes,

En application des dispositions de l'article L.823-16 du code de commerce, nous vous communiquons notre déclaration annuelle d'indépendance.

Nous rappelons que Deloitte & Associés est membre du réseau Deloitte Touche Tohmatsu International.

Sur la base des procédures mises en place au sein de notre cabinet, nous vous confirmons au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, que nous n'avons pas identifié de situation ou de risque de nature à affecter notre indépendance vis-à-vis de votre société. Deloitte & Associés et les membres de sa Direction, ainsi que les associés, senior managers et managers intervenant sur l'audit de votre société, ont respecté les règles d'indépendance applicables en France, telles qu'elles sont fixées en particulier par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et par le code déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Nous vous communiquerons dans un courrier distinct l'actualisation des informations mentionnées à l'article L.820-3 du code de commerce détaillant les prestations fournies par nous-mêmes et notre réseau au titre des services autres que la certification des comptes, à votre société ainsi qu'aux entités contrôlées au sens des I et II de l'article L.233-3 du code de commerce.

# Services fiscaux et d'évaluation fournis par le réseau au sein de l'U.E. (Art. 5.3.b)

KPMG	Deloitte & Associés
Diverses consultations d'ordre fiscal sans effet significatif sur les états financiers consolidés.	Néant.

# Dispositions législatives, réglementaires ou statutaires (Art. 11.2.k)

Dans le cadre de notre audit, nous avons pris en considération le risque d'anomalies significatives dans les comptes résultant du non-respect éventuel de textes légaux et réglementaires.

Nos travaux n'avaient pas pour but de contrôler la correcte application, par la société et les entités incluses dans son périmètre de consolidation, de l'ensemble des dispositions légales et réglementaires qui leur sont applicables.

Pour permettre au Comité d'audit de réaliser sa mission, il nous appartient de vous communiquer, au même titre qu'au Conseil d'administration les manquements par rapport aux obligations légales, réglementaires et statutaires que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission ou dont nous avons été avisés, sans avoir à rechercher l'existence de ces manquements. Il nous appartient également de signaler à la plus prochaine assemblée générale les irrégularités que nous aurions relevées au cours de notre mission.

Nos travaux ne conduisent pas à porter à votre connaissance des cas importants de non-respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires que nous aurions jugés pertinents pour permettre au Comité d'audit d'accomplir ses tâches.

# Aspects normatifs

# Actualités normatives

---

L'actualité normative a été présentée au Comité d'audit lors de la réunion du 3 février 2021.

Les points suivants ont également été exposés :

- Actualités réglementaires
  - Points d'attention sur les URD 2020 et la communication financière
  - Le reporting électronique ESEF/XBRL : option de report aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021, telle que prévue par le III de l'article 222-3 du règlement général de l'AMF
- Actualités fiscales

# Table de correspondance

# Table de correspondance

Mentions prévues par le règlement (UE) n° 537/2014		Pages
<b>Article 11 2. a)</b> Déclaration d'indépendance des cabinet KPMG et Deloitte et Associés		57, 58
<b>Article 11 2. b)</b> Identification de chaque associé d'audit principal ayant pris part au contrôle		55
<b>Article 11 2. c)</b> Confirmation de la réception d'une déclaration d'indépendance des cabinets d'audit hors réseau ou des experts externes utilisés par le cabinet d'audit		56
<b>Article 11 2. d)</b> Description de la nature, de la fréquence et de l'étendue de la communication avec le Comité d'audit ou l'organe qui remplit des fonctions équivalentes au sein de l'entité contrôlée, l'organe de direction, d'administration ou de surveillance de l'entité contrôlée, y compris les dates des réunions avec ces organes		47, 48
<b>Article 11 2. e)</b> Description de l'étendue et du calendrier de l'audit		46, 49, 50
<b>Article 11 2. f)</b> Description de la répartition des travaux en cas de co-commissariat		51
<b>Article 11 2. g)</b> Description de la méthodologie utilisée, parties du bilan qui ont fait l'objet d'une vérification directe et celles qui ont été vérifiées sur la base de tests de systèmes et de conformité, incluant une analyse de toute variation substantielle par rapport à n-1 dans la pondération des tests de système et de conformité		7
<b>Article 11 2. h)</b> Indication du seuil de signification quantitatif appliqué et, le cas échéant, le ou les seuils de signification pour certaines catégories d'opérations, certains soldes de comptes ou certaines informations à fournir ainsi que les facteurs qualitatifs pris en compte pour fixer le seuil de signification		53, 54
<b>Article 11 2. i)</b> Indication et explication des appréciations relatives à des événements ou des conditions relevés lors de l'audit pouvant mettre sérieusement en doute la capacité de l'entité à poursuivre ses activités. Résumé de l'ensemble des garanties, lettres de soutien... dont il a été tenu compte pour l'évaluation de la capacité à poursuivre les activités		41
<b>Article 11 2. j)</b> Etat des faiblesses significatives détectées dans le système de contrôle financier interne de l'entité contrôlée ou de celui de l'entreprise mère et/ou dans son système comptable ; pour chacune de ces faiblesses significatives détectées, le rapport indique si la direction a remédié ou non à la faiblesse en question		42



# Table de correspondance (suite)

Mentions prévues par le règlement (UE) n° 537/2014		Pages
<b>Article 11 2. k)</b> Indication des cas importants supposant le non-respect des dispositions législatives et réglementaires ou des statuts, dans la mesure où ils sont jugés pertinents pour permettre au Comité d'audit d'accomplir ses tâches		60
<b>Article 11 2. l)</b> Indication et analyse des méthodes d'évaluation appliquées aux différents éléments des états financiers annuels ou consolidés, y compris l'impact des changements intervenus dans ces méthodes		39
<b>Article 11 2. m)</b> Indication du périmètre de consolidation et des critères d'exclusion appliqués par l'entité contrôlée aux entités non contrôlées; indication sur la conformité au cadre de l'information financière des critères appliqués		52
<b>Article 11 2. n)</b> Identification, le cas échéant, des travaux d'audit réalisés par des auditeurs de pays tiers n'appartenant pas au réseau du contrôleur légal chargé des comptes consolidés		56
<b>Article 11 2. o)</b> Indication sur l'obtention ou non de tous les documents et explications demandés		31
<b>Article 11 2. p)</b> Indication des éventuelles difficultés importantes rencontrées pendant l'audit, problèmes significatifs découlant de l'audit qui a été discuté ou a fait l'objet d'une correspondance avec la direction, tout autre problème découlant de l'audit qui selon le jugement professionnel de l'auditeur est important-pour la supervision du processus d'information financière		N/A
<b>Article 11 3.</b> Raisons d'un désaccord éventuel au sein du collège des contrôleurs légaux		N/A
<b>Article 5 3. b)</b> Indication des services fiscaux et d'évaluation fournis par le <u>réseau du cabinet A</u> et le <u>réseau du cabinet B</u>		59